



Programme des Nations Unies pour le développement
Pays : République Démocratique du Congo
Document de projet

Titre du projet : Collecte des données sur la Consolidation de la Paix et la Reconstruction en RDC

Résultat(s) de l'UNDAF :
 Effet 1: Le cadre institutionnel et les structures citoyennes sont renforcés en vue d'assurer la promotion des droits humains et le développement en RDC
 Effet 6: Toutes les provinces de la RDC enregistrent des progrès significatifs dans le domaine de la protection des populations civiles, le respect des droits humains et la réduction des tensions et des conflits

Résultat(s) attendu(s) :
(Ceux liés au projet et extraits du CPAP)
 Les efforts de consolidation de la paix et de reconstruction entrepris par le gouvernement et ses partenaires sont renforcés par des données précises et fiables collectées et contribuent ainsi à une meilleure formulation des politiques et programmes sur la réduction de la violence, la protection des civils, et la reconstruction des institutions juridiques de la RDC, ainsi qu'au renforcement de la bonne gouvernance.

Produit(s) attendu(s) :
(Ceux qui découleront de ce projet et extraits du CPAP)
 Des données fiables sont recueillies dans les domaines de la protection et de la justice, analysées et divulguées permettant le renforcement et l'amélioration des politiques et des programmes dans ces domaines.
 Les capacités des institutions universitaires de l'Est de la RDC à mener des recherches et des sondages rapides par la collecte numérique de données sont améliorées et renforcées.

Partenaire d'exécution : Brigham and Women's Hospital (Harvard Humanitarian Initiative)

Parties responsables : PNUD, MONUSCO Civil Affairs, Ministère de la Justice et des Droits Humains, Universités

Breve description

Le projet de « Collecte des données sur la Consolidation de la Paix et la Reconstruction en RDC » développé par le PNUD en collaboration avec la MONUSCO (Section des Affaires Civiles) et le Gouvernement de la RDC, en consultation avec d'autres agences du Système des Nations Unies, entend développer un cadre inclusif d'informations et d'analyses approfondies pour appuyer l'élaboration de théories de changement, la mise en place d'objectifs programmatiques, le développement d'indicateurs permettant de mesurer l'impact des initiatives existantes (suivi et évaluation), et améliorer la conception de nouveaux programmes.

Ce projet va rendre disponible des données de haute qualité sur la paix, la protection et la justice en RDC issues d'enquêtes et de sondages menés avec la technologie de collecte de données numériques. Ces données seront utilisées pour informer et guider les décisions politiques, planifier, surveiller et améliorer les programmes de développement et humanitaire dans le pays.

Durée du programme :	3 ans	Budget:	2,558,765
Key Result Area (Strategic Plan):	_____	Ressources totales sollicitées :	2,558,765
Atlas Award ID:	_____	Ressources totales allouées :	1,510,913
Date de début :	Juillet 2013	• Régulier :	_____
Date de fin :	Juin 2016	• Autre :	_____
Date de réunion de la PAC :	_____	o SIDA	181,752
Modalités de gestion :	DIM	o ACDI	656,494
		o USAID	500,000
		o HHI	172,667
		o Gouvernement	_____
		Budget non financé :	1,047,852
		Contributions nature (MONUSCO) :	1,545,627

Pour le Gouvernement de la République Démocratique du Congo:

Mme Wivine MUMBA MATIPA
Ministre de la Justice et Droits Humains

Signature :

Date :

Pour la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC:

Mr. Moustapha SOUMARE
DSRSG, MONUSCO

Signature :

Date :

Pour le Programme des Nations Unies pour le développement :

Mr. Adama COULIBALY
Directeur Pays, PNUD RDC

Signature :

Date :

TABLE DES MATIERES

Liste des acronymes.....	4
I. Introduction et Analyse de la situation	5
1.1 Introduction	5
1.2 Justification	6
1.3. Approche stratégique	6
II. Stratégie.....	7
2.1 Résultats attendus	7
Activité 1 : Enquêtes de référence de base	9
Activités 2 et 3 : Les sondages.....	9
Sondages « Justice, Paix et Reconstruction » (PNUD)	10
Sondages « Protection et Sécurité » (MONUSCO)	10
Activité 4 : Renforcement de capacités	11
III. Quelques principes directeurs.....	11
3.1. Diffusion	11
3.2 Appropriation nationale et Pérennisation.....	12
IV. Couverture géographique et bénéficiaires visés.....	12
4.1 Couverture géographique.....	12
4.2. Bénéficiaires	12
V. Coordination interne et externe et synergies	13
V. Cadre des Resultats et Ressources	14
VI. Plan de travail annuel.....	16
VIII. Arrangements de Gestion	20
8.1. Stratégie de mise en œuvre et de gestion	20
8.2. Comité de Suivi	20
8.3. Comité de projet.....	20
8.4. Rôles et responsabilités des partenaires.....	21
IX. Cadre de Suivi et d'Evaluation	23
X. Gestion de qualité pour les Résultats des activités du projet	24
XI. Contexte légal.....	25
ANNEX I. Analyse de Risque.....	27
ANNEX II. Budget.....	28
Notes budgétaires.....	30

LISTE DES ACRONYMES

ACDI : Agence canadienne de développement international

CAS : Civil Affairs Section

CIDA : Agence Canadienne de Développement International

CLA : Community Liaison Assistant (MONUSCO)

COB : Company Operating Base

CPAP : Plan d'action du Programme de Pays

DFID : Department for International Development

EDS : Enquêtes démographiques et sanitaires

FARDC : Forces armées de la République démocratique du Congo

HHI : Harvard Humanitarian Initiative au sein de Brigham and Women's Hospital

M&E : Monitoring et Evaluation

MONUSCO : Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement

RDC : République démocratique du Congo

SGBV : Sexual and Gender Based Violence

SIDA : Swedish International Development Cooperation Agency

SSAPR : Programme d'appui à la Redevabilité du Secteur de la Sécurité et Réforme de la Police

STAREC : Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sorties des conflits à l'est de la RDC

TOB : Temporary Operating Base

UNCT : United Nations Country Team

UNDAF : United Nations Development Assistance Framework

USAID : United States Agency for International Development

I. INTRODUCTION ET ANALYSE DE LA SITUATION

1.1 Introduction

Au cours de la dernière décennie, la République démocratique du Congo (RDC) a connu une série de conflits, une mauvaise gouvernance et une crise humanitaire prolongée. La réponse de la communauté internationale a été sans précédent. De 2005 à 2010, deux milliards cinq cents mille USD ont été injectés dans le pays dans le domaine de l'aide humanitaire par les bailleurs.¹ Les efforts de la communauté internationale ont visé à intégrer la sécurité et l'aide en vue de stabiliser le pays et favoriser le relèvement. Les interventions vont des programmes d'urgence aux programmes de développement, et touchent à deux domaines en particulier : la protection des civils, et le soutien au gouvernement de la RDC dans ses efforts de stabilisation et de consolidation de la paix.² Néanmoins, lorsqu'il s'agit de la prise en compte des besoins, des expériences et des attentes de la population congolaise, on constate des carences dans la planification de ces interventions. En effet, la RDC souffre d'une carence de systèmes d'évaluation des programmes, et les données statistiques sont déficientes malgré les efforts fournis par l'Institut National des Statistiques et les autres structures impliquées dans ce domaine.

Par ailleurs, il n'y a pas de système de collecte de données en place offrant des éléments permettant de mesurer les progrès accomplis dans différents secteurs en vue d'atteindre les objectifs de consolidation de la paix et de stabilisation. Cependant, le succès de toute stratégie repose en grande partie sur l'efficacité de son système de collecte de données pour assurer le suivi-évaluation. Il constitue également un outil visant à rendre compte à la population et à la société civile car il permet de mesurer les performances des politiques, des programmes et des projets publics mis en œuvre dans le temps. Sur cette base peuvent résulter des recommandations pour améliorer leur pertinence, leur efficacité, leur efficience, leur transparence, assurer leur pérennité et mesurer leur impact sur les conditions de vie de la population.

A titre d'exemples dans le domaine de la santé, des enquêtes démographiques et sanitaires (**EDS**) menées tous les cinq ans dans plus d'une centaine de pays sont devenues les données de santé de référence sur leurs populations. En effet, les résultats ainsi obtenus fournissent des informations essentielles et des repères pour l'évaluation des progrès, l'identification des priorités, et le développement des politiques. Dans d'autres domaines encore, des enquêtes systématiques sont menées (par exemple sur les dépenses des ménages, les moyens de subsistance, ..) ; celles-ci permettent d'étayer, sur la base de données fiables, les prises de décisions et l'évaluation. Cependant, il n'existe pas en RDC de système équivalent permettant de mesurer de manière systématique les progrès réalisés dans les domaines de la paix, de la justice, de la restauration de l'autorité de l'Etat ou de la sécurité et la protection des civils. Cela constitue un vide important dans la mise en œuvre de programmes humanitaires qui se veulent efficaces.

L'instabilité persistant dans l'Est du pays, et les défis conséquents pour la mise en œuvre efficace de projets dans le domaine de la justice et de la protection sont bien illustrés par l'occupation de 11 jours de la ville de Goma par les rebelles "M23" en novembre 2012, ainsi que par le contrôle continu de territoires voisins par des groupes rebelles, les combats continuels entre les groupes armés, les interventions des pays voisins, et le déplacement de dizaines de milliers de civils. Toutefois, les initiatives de stabilisation ont été revigorées par l'accord d'Addis Abeba en février 2013 établissant un accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région, et par l'autorisation du Conseil de Sécurité en mars 2013 pour le déploiement d'une 'brigade d'intervention' au sein de la MONUSCO sans précédent, et ciblant des groupes armés.

¹ DRC : a donor perspective, Seb Fouquet, Forced Migration Review, 36, November 2010

² Il s'agit entre autres du Programme de Stabilisation et de Reconstruction des régions affectées par les conflits armés (STAREC) mis en place par le Gouvernement avec l'appui de ses partenaires dont l'ISSSS, et dont l'un des objectifs principaux est la restauration et l'extension de l'autorité de l'Etat dans les provinces de l'Est.

Cependant, il est clairement établi que le succès de ces initiatives dépendra fortement de la responsabilisation des parties prenantes et de l'existence de points de repère pour mesurer les progrès envers la paix et la stabilisation—une perspicacité reflétée dans la revue continue de l'«*International Security and Stabilisation Support Strategy (I4S)*» et renforcée plus récemment par l'envoyée spéciale pour la région de grands lacs, Mary Robinson, dont la stratégie est concentrée sur une meilleure approche pour mesurer et repérer les actions permettant d'éliminer les violences.³ Le besoin pour une meilleure compréhension qualitative et quantitative des effets des interventions internationales est évident.

Ce projet (1) générera et valorisera l'utilisation de données pour guider l'intervention et l'évaluation dans les domaines de la paix, de la protection et de la justice, (2) renforcera les capacités des chercheurs congolais à générer ces données, (3) utilisera cette offre de renforcement de la capacité et de la qualité des recherches pour répondre à la demande existante en la matière et générer une nouvelle demande, renforçant ainsi le marché de la demande et de l'offre.

Ce projet contribuera à une planification efficace des programmes sur la réduction de la violence, la protection des civils, et la reconstruction des institutions juridiques de la RDC. Du point de vue de la vision à long terme, le projet permettra de rendre disponible des données fiables qui appuieront la prise de décision, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes et des politiques.

1.2 Justification

Le projet « *Collecte des données sur la Consolidation de la Paix et la Reconstruction en RDC* » développé par le PNUD en collaboration avec la MONUSCO (Section des Affaires Civiles) et Harvard Humanitarian Initiative au sein de Brigham and Women's Hospital en consultation avec d'autres agences du Système des Nations Unies, et le Gouvernement de la RDC (Ministère de la Justice et des Droits Humains, Ministère de l'Intérieur) vise à développer un cadre inclusif d'informations et d'analyses approfondies pour appuyer l'élaboration de théories de changement, la mise en place d'objectifs programmatiques, le développement d'indicateurs permettant de mesurer l'impact des initiatives existantes (suivi et évaluation), et améliorer la conception de nouveaux programmes (évaluation formative).

Au-delà de la réalisation de deux études de base approfondies (« baseline » et « endline »), des sondages trimestriels statistiquement représentatifs seront menés pour détecter les changements dans le domaine de la sécurité humaine, la protection, la gouvernance et la consolidation de la paix.

1.3. Approche stratégique

Ce projet est conçu pour remédier à l'absence de données de base, de planification consultative, et d'évaluation par rapport aux efforts de consolidation de la paix. Il vise à appuyer la mise à disposition de données fiables sur la consolidation de la paix et la reconstruction en RDC de sorte à orienter les politiques nationales et renforcer le rôle du Gouvernement dans le suivi et l'évaluation de ses politiques.

De manière spécifique, ces données serviront à :

- fournir une information de qualité pour la mise en œuvre de programmes, et soutenir les politiques nationales et les priorités du gouvernement ;
- fournir une information de qualité sur la stabilisation et la consolidation de la paix pour combler les lacunes identifiées au niveau : 1) de l'évaluation et analyse de la réponse, 2) de la planification stratégique, 3) de l'élaboration et du suivi de programmes 4) et de l'évaluation ;

³ Irish Times, "Mary Robinson expresses hope for regional peace," 30 Apr 2013, <www.irishtimes.com/news/world/africa/mary-robinson-expresses-hope-for-regional-peace-on-visit-to-goma-1.1378359>. See also: Office of the SESG for the Great Lakes Region of Africa, *A Framework of Hope: The Peace, Security and Cooperation Framework for the DRC and the Region*, 29 April 2013, p.2.

- alimenter, à l'aide des informations disponibles, les systèmes d'alerte précoce et d'autres systèmes de surveillance des changements ;
- constituer une base pour encourager la discussion communautaire sur les politiques pertinentes et les priorités à travers les analyses et conclusions issues de l'interprétation des données ;
- fournir une information de qualité et des données détaillées sur la performance des institutions judiciaires, y compris des indicateurs sur l'état de droit ;
- fournir une source complète de données pour l'analyse approfondie et l'identification des lacunes de connaissance pour remédier à la carence de données dans les domaines visés.

Dans le cadre de ce projet, deux actions principales seront menées pour atteindre le résultat du projet : il s'agit de deux études de base approfondies (en début et fin de projet), complétées par des sondages trimestriels.

Le projet mettra à profit une technologie innovante de collecte de données numérique pour recueillir des informations de haute qualité sur la paix, la protection et la justice en RDC. Cette nouvelle technologie permet d'offrir un accès plus rapide et de meilleure qualité à l'information. Ces données seront utilisées pour éclairer les politiques, planifier, suivre et améliorer les programmes humanitaires dans les domaines de la consolidation de la paix en général, et plus précisément en matière de justice et protection. Le projet permettra également le développement et la mise à profit d'une expertise dans l'utilisation de dispositifs portatifs (Smartphones) pour la réalisation d'études et sondages.

Dans leur ensemble, les sondages trimestriels constitueront une analyse complète de l'évolution des perceptions de la population sur la justice et la protection. En conséquence, le projet contribuera directement à l'agenda de la réforme humanitaire pour rendre l'aide davantage responsable, prévisible, mieux coordonnée, ciblée et répondant aux besoins identifiés. Les études et les sondages trimestriels permettront d'évaluer la performance de l'ensemble des investissements en matière de renforcement de la paix, et cette information servira aux acteurs gouvernementaux et à la société civile.

Dans le domaine de l'Etat de droit en particulier, plusieurs activités viseront à offrir une information détaillée et fiable sur la performance du système judiciaire, par l'utilisation d'une série d'indicateurs convenus sur l'Etat de droit pour s'assurer de la prise en compte de ces données dans les cadres de programmation et les initiatives en cours.

Ce projet sera mis en œuvre en grande partie par Harvard Humanitarian Initiative (**HHI**), une organisation de consultance externe disposant de l'expertise requise au niveau de la technique et de la mise en œuvre sélectionnée suite aux procédures PNUD. HHI est un centre universitaire, englobant une multitude d'entités académiques de l'université de Harvard, qui fournit son expertise en matière de recherche, sciences sociales, gestion, santé publique, médecine, et d'autres disciplines, afin de promouvoir des approches fondées sur des données probantes dans les domaines de l'assistance humanitaire et au développement.

II. STRATÉGIE

2.1 Résultats attendus

En plus des résultats de l'UNDAF et du programme pays du PNUD, ce projet a pour objectif principal que « **les efforts de consolidation de la paix et de reconstruction entrepris par le gouvernement et ses partenaires sont renforcés par des données précises et fiables collectées et contribuent ainsi à une meilleure formulation des politiques et programmes sur la réduction de la violence, la protection des civils, et la reconstruction des institutions juridiques de la RDC, ainsi qu'au renforcement de la bonne gouvernance.** »

Objectifs spécifiques :

1. Des données fiables sont recueillies dans les domaines de la protection et la justice, analysées et divulguées permettant le renforcement et l'amélioration des politiques et des programmes dans ces domaines ;
2. Les capacités des institutions universitaires de l'Est de la RDC pour mener des recherches et des sondages sont renforcées.

Les activités concrètes en lien avec les objectifs poursuivis sont:

1. Une enquête de référence de base sera menée en 2013, basé sur un échantillon représentatif au niveau territorial de la population adulte du Nord-Kivu, du Sud Kivu et de l'Ituri. Une seconde étude de base («endline») sera menée en 2016, avec la même étendue et le niveau de détails que celle de 2013 ;
2. Des sondages trimestriels seront réalisés
 - a. Des sondages 'justice' seront menés par des partenaires universitaires qui seront formés pour cette activité ;
 - b. Des sondages 'protection' seront menés par les assistants de liaison communautaire (en anglais Community Liaison Assistants - « CLA »), personnel de la MONUSCO basé dans les bureaux et bases de la zone d'intervention et qui seront équipés et formés à cette fin ;
3. Les centres des universités locales seront formés pour améliorer la capacité locale de conception, de collecte, d'analyse, de diffusion et d'utilisation des données pour informer des programmes, des politiques et des projets.

Produit 1 : Des données fiables sont recueillies dans les domaines de la sécurité humaine, la consolidation de la paix, l'Etat de droit et l'accès à la justice, analysées et divulguées permettant le renforcement et l'amélioration des programmes dans ces domaines

Pour atteindre ce produit, le projet comprendra des activités de collecte de données visant à fournir une référence fiable et à observer les points de vue de la population sur la sécurité, la paix, et la justice à l'aide de dispositifs numériques portatifs.

Le projet prévoit deux activités en lien avec la collecte de données: (1) les enquêtes de référence de base auprès de la population au cours des années 1 et 3 et (2) une série de sondages trimestriels rapides entre les deux enquêtes de population.

Les enquêtes couvriront une série de questions liées à la justice et aux services étatiques, à l'exposition à la violence et à la résolution des conflits, et à d'autres domaines pertinents où il est nécessaire de mesurer les attitudes et les perceptions de l'ensemble de la population. Les sondages couvriront une série de questions connexes aux études de bases, permettant de mettre à jour les tendances enregistrées durant ces études de bases et de les compléter par des données prenant en compte les évolutions et particularités au niveau régional.

Afin d'assurer le lien avec le gouvernement, et la communauté internationale, y compris l'UNCT, les bailleurs de fond, et les ONGs (nationales et internationales), le projet mettra en place un comité de projet qui aidera à définir le contenu des enquêtes et des sondages, leur application en coordination avec d'autres activités, et la diffusion des résultats. Le comité de projet veillera à ce que les données recueillies ne servent pas un but unique (évaluation d'un seul projet), mais plutôt que les résultats soient utilisés largement pour éclairer les programmes et les politiques.

Il s'agira de poser notamment les questions suivantes et de les observer à travers le temps :

- Comment les institutions sont-elles perçues par la population?
- Comment la population perçoit-elle les activités menées par le Gouvernement, les Nations Unies et les acteurs humanitaires ?

- Quel est le sentiment de sécurité de la population et comment perçoit-elle les acteurs en charge de la sécurité ?
- Comment la population comprend-elle l'accès et la perception de la justice et les acteurs de justice ?
- Quels sont les indicateurs économiques et les opportunités disponibles pour la population ?
- Quels sont les sources de tensions, et les facteurs qui entravent ou promeuvent la cohésion sociale ?
- Quels sont les priorités et les griefs de la population ?
- Quelles sont les formes prévalentes de la violence et des crimes ?
- Comment les disputes et les crimes sont-ils résolus et traités ? Par qui ? Comment ces procédés sont-ils perçus ?
- Comment est perçu le progrès vers la paix et la stabilité ?
- Quelles sont les performances des institutions judiciaires ?

Les questions spécifiques soulevées par les partenaires dans le domaine du développement seront prises en considération et incorporées dans les sondages. De plus, une large consultation sera menée avant la mise en place du cadre d'information.

Les enquêtes et les sondages seront menés en Ituri, au Nord et au Sud-Kivu. Sur la base des leçons apprises, une extension progressive à d'autres zones de l'Ouest du pays est envisageable selon la disponibilité des fonds additionnels.

Activité 1 : Enquêtes de référence de base

Les enquêtes de référence de base ('baseline,' Phase 1) et de fin de projet ('endline,' Phase 3) fourniront des informations sur les attentes de la population et leurs points de vue sur les progrès réalisés au cours du projet. Les enquêtes de référence reposeront sur des entretiens détaillés de 60 minutes auprès de répondants choisis au hasard sur base d'échantillons prédéterminés.

L'organisation de consultance externe effectuera deux enquêtes de population de base, l'une au début de l'année 1, et l'autre à la fin de l'année 3, chacune auprès de 5.000 individus parmi les résidents adultes de l'Est de la RDC. Des entrevues auprès d'adultes choisis aléatoirement seront effectuées et couvriront un grand nombre de thèmes pertinents. Les résultats seront statistiquement représentatifs au niveau du «territoire » offrant une compréhension détaillée des différences au sein des provinces et des districts choisis.

Le contenu de l'enquête sera élaboré de manière participative, impliquant les principaux organismes des Nations Unies, les bailleurs de fond, les groupes de travail, les ONG internationales, les responsables gouvernementaux, et les acteurs locaux. Le comité de projet sera un outil clé de la consultation. Un partenariat avec le PNUD aura été établi, assurant ainsi la pertinence des données pour le travail du PNUD ainsi que d'autres acteurs pertinents. Cela permettra d'accroître l'utilisation des données et la traduction des informations en termes de changements programmatiques.

Les zones d'intervention dans les Provinces du Nord-Kivu, du Sud Kivu, et du District de l'Ituri ont été choisies en raison de l'importance des investissements consentis par la communauté internationale dans les domaines visés par la collecte des données, et la nécessité de disposer de données de base dans ces régions.

Activités 2 et 3 : Les sondages

Parallèlement aux enquêtes de référence, le projet entreprendra des sondages trimestriels visant à fournir des données longitudinales en lien avec les enquêtes de base (Phase 2). Ces sondages sont de deux types à savoir :

- les sondages justice, paix et reconstruction (10 sondages, 30 mois) ;
- les sondages protection et sécurité (10 sondages, 30 mois).

La raison de mener deux séries de sondages trimestriels est que le contenu de ces sondages est distinct, bien qu'il existe des chevauchements : les sondages « protection et sécurité » portent spécifiquement sur la protection, tandis que les sondages « paix, justice, reconstruction » auront une vision plus large sur les efforts de consolidation de la paix.

Les sondages trimestriels reposeront sur des entretiens plus courts (environ 30 minutes), offrant des mises à jour des tendances et des développements avec les particularités régionales, et qui permettront aux agents en charge des programmes d'être mieux informés et, si nécessaire, de réajuster leurs activités. Ces sondages établiront un lien direct entre les activités et les indicateurs de performance en permettant que les activités concrètes et les chronogrammes puissent être mesurés à l'aune des perceptions de la population. Les sondages comprendront une série d'indicateurs qui sont collectées tout au long du projet, ainsi que des modules qui sont recueillis à une seule reprise ou à intervalle plus long.

Sondages « Justice, Paix et Reconstruction » (PNUD)

Les sondages « Justice, Paix et Reconstruction » couvriront une série d'indicateurs de base relatifs à la perception de la paix et la justice, et comprendront des thèmes reflétant les questions existantes parmi les partenaires. Les sondages seront effectués en partenariat avec les universités locales, également impliquées dans le monitoring judiciaire mené par le PNUD et qui seront formés pour cette activité. La convergence contribuera à renforcer les capacités locales à mener ce genre d'activités et favorisera la durabilité et le renforcement à long terme de l'environnement de l'information et des capacités de recherche en RDC.

Sondages « Protection et Sécurité » (MONUSCO)

Les sondages « Protection et Sécurité », réalisés en collaboration avec la MONUSCO, couvriront une série d'indicateurs de base relatifs au mandat de protection et de stabilisation de la MONUSCO, en particulier les perceptions de la paix et de la sécurité ; ils incorporeront également une série de questions thématiques qui reflètent les questions programmatiques et de politique.

Les sondages seront conduits par les assistants de liaison communautaire (en anglais Community Liaison Assistants - «CLAs») de la MONUSCO, qui sont déjà déployés et idéalement localisés pour mener les sondages auprès de la population en RDC. Ils seront équipés et formés pour mener des entretiens dans le cadre de leurs activités régulières, dans leur zone de responsabilité. Cela permettra d'accroître l'engagement de la MONUSCO envers la population civile, et d'évaluer les perceptions des bénéficiaires au sujet de son domaine d'action principal – la sécurité.

Produit 2 : Les capacités des institutions universitaires de l'Est de la RDC pour mener des recherches et des sondages sont renforcées

Le projet établira des partenariats avec des centres de recherches de plusieurs universités locales de l'Est de la RDC, où les chercheurs seront formés dans tous les aspects de la collecte des données, et mèneront le monitoring judiciaire sur les dossiers de violences sexuelles (Projet SWAJ PNUD) et seront en mesure de prendre des positions de premier plan dans d'autres initiatives de collecte de données et de monitoring. Cette approche innovante fera en sorte que la capacité de mener des projets de collecte de données ne prendra pas fin à l'issue du présent projet, et que l'ensemble des activités auront un effet multiplicateur important pour les institutions universitaires en vue de soutenir au mieux les services et réformes du Gouvernement, particulièrement dans le secteur judiciaire.

Activité 4 : Renforcement de capacités

Le renforcement des capacités, la collaboration et la coordination, et la sensibilisation/diffusion constitueront les activités transversales du projet. Grâce aux activités de formation, le projet renforcera les capacités locales et favorisera l'alerte précoce sur les crises potentielles, y compris les violations des droits humains. Il avisera de même les politiques de prévention de crises par le biais des données régulières ainsi que des analyses fondées sur le changement politique et les tendances de la sécurité humaine.

Un autre aspect important du projet est le renforcement des capacités des individus, des communautés locales et des institutions afin de mieux informer la communauté internationale, y compris UNCT, les bailleurs, le Gouvernement et les ONGs internationales sur l'élaboration des programmes, de créer un environnement favorable au renforcement de la paix et d'assurer la protection physique et sociale.

Durant le projet, les universités locales partenaires (par exemple, **Université Libre des Grands Lacs, l'Université Catholique de Bukavu, etc.**) seront directement impliquées dans les activités. Les chercheurs locaux recevront une formation spécialisée à l'appui du projet et équipés avec les outils et la technologie utilisés pendant l'enquête, tels que les Smartphones, les ordinateurs et logiciels, leur permettant ainsi de concevoir, collecter, analyser, diffuser et utiliser les données pour éclairer les politiques et les programmes nationaux, et évaluer les projets de développement et d'aide humanitaire.

Les universités locales, les organisations de la société civile et les communautés seront dotées de connaissances, de compétences, y compris dans l'élaboration, la conception, la mise en œuvre d'enquêtes d'opinion et de perception, ce qui aboutira à l'utilisation accrue de méthodes d'enquête représentative, qui à leur tour rendront les programmes et les décideurs politiques davantage responsables de leurs activités et les résultats.

Une formation continue sera menée sur les sujets suivants: conception et développement de l'enquête, méthodes d'échantillonnage, analyse des données, cartographie des données, méthodologies de collecte de données numériques, visualisation de données, cartographie, et diffusion, et interprétation des données. Les centres des universités locales seront formés pour améliorer la capacité locale de conception, de collecte, d'analyse, de diffusion et d'utilisation des données pour informer les programmes, les politiques et les projets dans les domaines de l'état de droit, de l'accès à la justice, de la sécurité humaine, et de la consolidation de la paix.

III. QUELQUES PRINCIPES DIRECTEURS

3.1. Diffusion

Les activités du projet seront réalisées en utilisant des outils de collecte de données numériques, afin de collecter, gérer, et de visualiser les données qualitatives et quantitatives. La collecte de données numérique est supérieure à la méthode papier en termes de rapidité, qualité des données, et sécurité, et constitue une alternative rentable à l'entrée manuelle des données. Un exemple d'une telle boîte à outils se trouve sur <http://www.kobotoolbox.org>.

Afin d'assurer la communication des résultats en temps opportun, le projet visera à s'appuyer sur des recherches antérieures et les projets d'évaluation menés par les chercheurs de Harvard Humanitarian Initiative, et de souligner l'utilisation des technologies mobiles pour soutenir la gouvernance et l'état de droit. Les nouvelles technologies constituent une ouverture et permettent de renforcer les mécanismes et les processus de gouvernance démocratique en offrant de nouvelles avenues pour la consultation et l'autonomisation des personnes, les parties prenantes et les utilisateurs finaux.

La diffusion des résultats de l'enquête aux partenaires dans le domaine du développement et à la communauté est une partie intégrante de l'objectif du projet afin d'apporter une contribution aux systèmes de suivi et évaluation des diverses organisations, et à promouvoir l'utilisation de données d'enquête pour l'engagement politique, la programmation et aux fins de mobilisation communautaire.

Les données seront diffusées en temps opportun à travers quatre moyens principaux :

- sur un site Web Internet et une carte interactive qui représentera tous les indicateurs clés.
- Les notes imprimées en public français et en anglais
- Des ateliers et des entretiens avec les principaux acteurs, les autorités nationales, la société civile et les chargés de programmes
- Des partenariats avec des organismes communautaires et des programmes de radio interactifs pour discuter des résultats au niveau communautaire

3.2 Appropriation nationale et Pérennisation

La pérennité des interventions du projet sera assurée notamment par: (1) l'alignement méticuleux avec les priorités nationales retenues dans le Document de Stratégie et de Réduction de la Pauvreté, ainsi que le programme de Gouvernement 2012 et une coordination étroite avec les autorités congolaises pour garantir une appropriation effective et un leadership national notamment par le biais du Comité de Pilotage du projet; (2) l'accent sera mis sur le renforcement des capacités nationales qui constitue une activité à part entière de ce projet. En ce sens, l'organisation de consultance externe travaillera étroitement avec les universités locales, les organisations de la société civile et les communautés en vue de les doter de connaissances, de compétences, y compris dans l'élaboration, la conception, la mise en œuvre d'enquêtes d'opinion et de perception.

Par ailleurs, le projet est conçu pour assurer que l'exécution de la plupart des activités soit progressivement confiée aux homologues nationaux, permettant un désengagement progressif des parties prenantes. Aussi, il est important de tenir compte de la formation des enquêteurs nationaux.

IV. COUVERTURE GEOGRAPHIQUE ET BENEFICIAIRES VISES

4.1 Couverture géographique

Les zones d'intervention seront le Nord-Kivu, le Sud Kivu et l'Ituri, en raison de l'importance de l'investissement consenti par la communauté internationale et la concentration des projets dans cette région. Une collecte de données peut être réalisée dans d'autres régions de la RDC selon la disponibilité de fonds.

Les deux séries de sondages trimestriels ont des zones d'étude différentes. Les sondages « Protection et Sécurité » seront menés dans les zones où les CLAS sont déployées, c'est-à-dire dans et aux alentours des zones où les activités de protection sont mises en œuvre par la MONUSCO. Par conséquent, les zones où se trouvent les COBs (Company Operating Bases) et TOBs (Temporary Operating Bases) seront ciblées. Compte tenu des sujets à l'étude, les sondages « Paix, Justice et Reconstruction » seront réalisés dans des zones plus larges en vue de prendre en compte les particularités des différents territoires.

4.2. Bénéficiaires

Le projet bénéficiera à la fois à la communauté universitaire du pays mais également à un certain nombre d'entités du Gouvernement de la RDC, à savoir les ministères de l'Intérieur, la Défense, du Plan et de la Justice et Droits Humains, ainsi que les gouvernements provinciaux des zones concernées. De manière indirecte, ce projet bénéficiera à toute la population en ce que la collecte

de données visent à capturer leurs besoins et attentes, et à améliorer les politiques et projets en fonction desdits besoins afin d'une plus grande efficacité et redevabilité.

V. COORDINATION INTERNE ET EXTERNE ET SYNERGIES

Le projet s'appuiera sur les mécanismes de coordination existants, tels que les sous-commissions et réunions de groupe de ISSS/STAREC afin d'assurer la coordination avec d'autres initiatives et l'utilisation large des résultats produits.

Le projet sera étroitement lié aux activités de sondages sur les perceptions de la sécurité, de la justice et de l'autorité qui sont déjà en cours. Il **permettra ainsi de renforcer d'autres projets, comme l'Enquête sur la Connaissance, les Attitudes et les Pratiques des populations sur les questions de sécurité et de justice du programme d'appui à la Redevabilité du Secteur de la Sécurité et Réforme de la Police (SSAPR) financé par le DFID⁴.** Les données recueillies seront très complémentaires avec les enquêtes passées et actuelles qui ont été faites dans ce cadre, offrant une plus-value en terme d'accroissement du nombre de zones qui seront couvertes et la régularité de l'information recueillie trimestriellement.

De même, les sondages se focaliseront sur tous les acteurs de protection (police, armée, MONUSCO, les acteurs humanitaires, etc.) et fourniront ainsi un aperçu plus complet des perceptions des communautés locales concernant la situation de la sécurité. De plus, le projet produira des données quantitatives opportunes, fiables, et scientifiques, ce qui constituera un complément précieux aux données qualitatives déjà recueillies par les partenaires.

Le projet engagera aussi une pleine coopération avec des acteurs au niveau provincial pour assurer la mise en place des synergies nécessaires et des complémentarités. Un groupe consultatif sera mis en place avec toutes les parties prenantes. La coordination étroite avec le PNUD et la MONUSCO permettra que les résultats soient traduits en action, en informant les activités et l'appui programmatique.

Afin d'éviter des redondances et d'assurer une bonne cohérence programmatique, le projet établira des synergies avec les différents projets et/ou initiatives actuellement mis en œuvre par le PNUD. Ceci aura pour objectif d'identifier les complémentarités et de développer des partenariats ciblés pour maximiser l'impact du programme conjoint. Il s'agit de :

- **Projet de Renforcement de l'accès des femmes à la justice : sécurisation et autonomisation des populations dans les Kivus et en Ituri** 2011-2014, mis en œuvre par le PNUD sur financement de la coopération suédoise. Ce projet a pour objectif de renforcer et rendre effective la protection légale et judiciaire des femmes dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et en Ituri en : 1) améliorant la capacité d'accès à la justice ; 2) améliorant la volonté d'application de la justice, et en 3) renforçant la réponse de la justice. L'activité de Monitoring judiciaires est tiré de ce projet .
- **Projet Equipe d'experts 1888** » financé par les Etats-Unis est axé sur la mise en place d'une équipe de formateurs sur la VBSG ; l'organisation de séances de sensibilisation au sein des FARDC ; l'organisation de séances de formation pour les enquêteurs et procureurs militaires sur les violences sexuelles et ; un appui logistique et technique à des cellules de soutien aux poursuites judiciaires.

⁴ Rapport non encore disponible.

V. CADRE DES RESULTATS ET RESSOURCES

EFFET UNDAF : D'ici à 2014, la violence armée est significativement réduite et les performances des institutions publiques sont améliorées pour assurer dans la transparence et l'équité, l'accès aux services de base aux populations et maintenir la cohésion et la paix.

UNDAF OUTCOME #1: Gouvernance et développement institutionnel : Le cadre institutionnel et les structures citoyennes sont renforcés en vue d'assurer la promotion des droits humains et le développement en RDC

Résultat du projet : les efforts de consolidation de la paix et de reconstruction entrepris par le gouvernement et ses partenaires sont renforcés par des données précises et fiables collectées et contribuent ainsi à une meilleure formulation des politiques et programmes sur la réduction de la violence, la protection des civils, et la reconstruction des institutions juridiques, politiques, éducatives, sociales et économiques de la RDC, ainsi qu'au renforcement de la bonne gouvernance.

Project title and ID (ATLAS Award ID):

RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS CIBLES 3 ANS	ACTIVITES	PARTIES RESPONSIBLES	INPUTS (USD)
<p>Produit 1</p> <p>Des données fiables sont recueillies dans les domaines de la protection et de la justice, analysées et divulguées permettant le renforcement et l'amélioration des politiques et des programmes dans ces domaines</p> <p>Baseline: Aucune baseline disponible</p> <p>Indicateurs: Enquêtes de population et sondages menés, rapports et données de résultats disponibles en ligne, nombre d'ateliers et forums avec les parties prenantes congolaises, nombre d'institutions et de dossiers judiciaires observés</p>	<p><u>Cibles 1^{ère} année :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Les résultats de référence sont publiés, élaborés avec les partenaires et largement diffusés <p><u>Cibles 1^{ère}-3^{ème} année :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Les résultats des sondages Justice, paix et reconstruction diffusés <p><u>Cibles 1^{ère}-2^{ème} année :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> La MONUSCO et les acteurs de sécurité reçoivent régulièrement des résultats des sondages « Protection et Sécurité » <p><u>Cibles 3^{ème} année :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Les résultats de référence sont publiés, élaborés avec les partenaires et largement diffusés 	<p><i>Activité 1 (Phases 1 et 3): Fournir aux projets et aux acteurs dans les domaines de la sécurité humaine, l'état de droit, la construction de la paix, et l'accès à la justice, y compris l'alerte précoce des données et des analyses issues de 2 enquêtes de référence de base fiables</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Elaborer les besoins et les priorités avec le PNUD et toutes les parties prenantes pertinentes en vue de la production du questionnaire Mener des formations approfondies des interviewers et des superviseurs Mener une enquête de base représentant tous les territoires de l'Ituri, Nord Kivu et Sud Kivu Fournir des rapports issus de l'enquête de référence de base Fournir un accès public le plus large aux résultats et aux données, y compris à l'aide d'une cartographie interactive Elaborer les conclusions avec les partenaires et les acteurs pertinents de l'Est de la RDC 	PNUD (HHI)	659,066
		<p><i>Activité 2 (Phase 2): Fournir aux projets et aux acteurs dans les domaines de la sécurité humaine, l'état de droit, la construction de la paix, et l'accès à la justice, y compris y compris l'alerte précoce des données et des analyses issues de sondages « Justice, Paix et Reconstruction »</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Elaborer les besoins et les priorités avec le PNUD et toutes les parties prenantes pertinentes en vue de la production du questionnaire Elaborer un sondage et un mécanisme d'analyse électronique; mettre en place des échantillons de l'étude et des opérations Mettre sur pied des collaborations avec les centres des universités locales pour la formation et le 		PNUD (HHI)

		<p>renforcement de capacités à long terme</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mener les 10 sondages avec les universités locales ▪ Fournir des analyses et sommaires trimestriels de chaque sondage mené, y compris les tendances et l'évaluation par rapport à des sondages précédents, ainsi que l'enquête de référence de base ▪ Etablir un outil de rapportage en ligne pour permettre un accès public aux données et analyses détaillées à tous les acteurs pertinents, y compris une cartographie interactive comprenant tous les indicateurs aux niveaux des territoires et des villes 		
		<p><i>Activité 3 (Phase 2): Fournir aux projets et aux opérations de la MONUSCO des données et analyses améliorées en vue d'appuyer le mandat de protection de la MONUSCO, en particulier sur les perceptions de la paix et de la sécurité ainsi que les questions de politique et de programmes comprises dans les sondages « Protection et Sécurité »</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Etablir une méthodologie rigoureuse, des échantillonnages et des questionnaires électroniques avec CAS MONUSCO ▪ Mener des formations auprès des CLAs de la MONUSCO ▪ Etablir un système de sondage électronique et mettre en place un mécanisme d'analyse, comprenant des différents niveaux d'accès aux données restreintes et publiques, ainsi que l'option de validation des données par CAS MONUSCO ▪ Mener, vérifier et analyser les 10 sondages trimestriels 	PNUD (HHI) / MONUSCO	723,578 (50% du budget Phase 2 ; plus \$1,510,913 estimatif contribution s nature MONUSCO)
<p>Produit 2</p> <p>Les Capacités des institutions universitaires de l'Est de la RDC à mener des recherches et des sondages rapides par la collecte numérique de données dans les domaines de la sécurité, paix, justice et reconstruction sont améliorées et renforcées</p> <p>Baseline:</p> <p><i>Aucune baseline de disponible</i></p> <p>Indicateurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombres de formations menées ▪ Nombre de chercheurs et enquêteurs formés 	<p><u>Cibles 1ere année</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Universités identifiées et partenariats/centres formés ▪ 89 CLAs formés ▪ 50 enquêteurs formés <p><u>Cibles Années 2 & 3:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 30 chercheurs principaux formés sur des méthodes de recherche avancées ▪ 15 chercheurs formés sur la collecte de données électronique 	<p><i>Activité 4: Renforcement de capacités</i></p> <p><i>Etablir des partenariats avec les centres des universités locales pour la formation et le renforcement de capacités de long terme</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Conduire des formations approfondies des enquêteurs et superviseurs pour l'enquête de base et les sondages trimestriels ▪ Etablir les sondages électroniques et les mécanismes d'analyse; mettre en place des échantillonnages et opérations ▪ Mener des formations des CLAs de la MONUSCO ▪ Appuyer le développement dans les méthodes de collecte et optimiser le flux de travail avec les acteurs judiciaires 	PNUD (HHI)/ MONUSCO	Compris dans le budget ci-dessus

VI. PLAN DE TRAVAIL ANNUEL

Année 1 (Phases 1 et 2)

RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	TIMEFRAME				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PREVU
		Q1	Q2	Q3	Q4		
<p>Produit 1</p> <p>Des données fiables sont recueillies dans les domaines de la protection et de la justice, analysées et divulguées permettant le renforcement et l'amélioration des politiques et des programmes dans ces domaines</p> <p>Indicateurs:</p> <p><i>Enquêtes de population et sondages menés, rapports et données de résultats disponibles en ligne, nombre d'ateliers et forums avec les parties prenantes congolaises</i></p> <p>Cibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les résultats de référence sont publiés, élaborés avec les partenaires et largement diffusés Les résultats des sondages Justice, paix et reconstruction diffusés La MONUSCO et les opérations reçoivent régulièrement des résultats des sondages « Protection et Sécurité » <p>Résultat lié au CP:</p> <ul style="list-style-type: none"> Restauration de la sécurité humaine Renforcement de la réponse des autorités locales 	<p><i>Activité 1: Fournir aux projets et aux acteurs dans les domaines de la sécurité humaine, l'état de droit, la construction de la paix, et l'accès à la justice, y compris y compris l'alerte précoce des données et des analyses issues de 2 enquêtes de référence de base fiables</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Elaborer les besoins et les priorités avec le PNUD et toutes les parties prenantes pertinentes en vue de la production du questionnaire Mener des formations approfondies des interviewers et des superviseurs Mener une enquête de base représentant tous les territoires de l'Ituri, Nord Kivu et Sud Kivu Fournir des rapports issus de l'enquête de référence de base Fournir un accès public le plus large aux résultats et aux données, y compris à l'aide d'une cartographie interactive Elaborer les conclusions avec les partenaires et les acteurs pertinents de l'Est de la RDC 					UNDP (HHI)	See detailed budget
	<p><i>Activité 2: Fournir aux projets et aux acteurs dans les domaines de la sécurité humaine, l'état de droit, la construction de la paix, et l'accès à la justice, y compris y compris l'alerte précoce des données et des analyses issues de sondages « Justice, Paix et Reconstruction »</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Elaborer les besoins et les priorités avec le PNUD et toutes les parties prenantes pertinentes en vue de la production du questionnaire Elaborer un sondage et un mécanisme d'analyse électronique; mettre en place des échantillons de l'étude et des opérations Mettre sur pied des collaborations avec les centres des universités locales pour la formation et le renforcement de capacités à long terme Mener 2 sondages avec les universités locales Fournir des analyses et sommaires trimestriels de chaque sondage mené, y compris les tendances et l'évaluation par rapport à des sondages précédents, ainsi que l'enquête de référence de base Etablir un outil de rapportage en ligne pour permettre un accès public aux données et analyses détaillées à tous les acteurs pertinents, y compris une cartographie interactive comprenant tous les indicateurs aux niveaux des territoires et des villes 						
	<p><i>Activité 3: Fournir aux projets et aux opérations de la MONUSCO des données et analyses améliorées en vue d'appuyer le mandat de protection de la MONUSCO, en particulier sur les perceptions de la paix et de la justice ainsi que les questions continues de politique et de programmes comprises dans les sondages « Protection et Sécurité »</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Etablir une méthodologie rigoureuse, des échantillonnages et des questionnaires électroniques avec CAS MONUSCO Mener des formations auprès des CLAs de la MONUSCO Etablir un système de sondage électronique et mettre en place un mécanisme d'analyse, comprenant des différents niveaux d'accès aux données restreintes et publiques, ainsi que l'option de validation des données par la CAS MONUSCO Mener, vérifier et analyser 2 sondages trimestriels 					UNDP (HHI) / MONUSCO	

RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	TIMEFRAME Q1 Q2 Q3 Q4	PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PREVU																				
<p>Produit 2 : <i>Renforcement des capacités des institutions universitaires de l'Est de la RDC pour mener des recherches et des sondages à l'aide d'outils de collecte de données numériques de poche dans le domaine de la sécurité, de la paix, de la justice, et la reconstruction est renforcée et améliorée</i></p> <p>Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Formations menées ▪ Nombre de chercheurs et d'enquêteurs formés <p>Cibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Universités identifiées et partenariats/Centres mis en place ▪ 89 CLAs formés ▪ 50 enqueteurs formés <p>Résultat lié CP :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement de la réponse des autorités locales 	<p><i>Activité 4: Renforcement de capacités</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Etablir des partenariats avec les centres des universités locales pour la formation et le renforcement de capacités de long terme ▪ Conduire des formations approfondies des enquêteurs et superviseurs pour l'enquête de base et les sondages trimestriels ▪ Etablir des sondages électroniques et des mécanismes d'analyse; mise en place d'échantillonnage de l'étude et des opérations ▪ Mener des formations des CLAs de la MONUSCO ▪ Appuyer le développement dans les méthodes de collecte et optimiser le flux de travail avec les acteurs judiciaires 	<table border="1"> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table>																					<p>UNDP (HHI)</p> <hr/> <p>UNDP (HHI) / MONUSCO</p> <hr/> <p>UNDP (HHI)</p>	<p>Compris dans d'autres activités</p>

Année 2 (Phase 2)

RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	TIMEFRAME Q5 Q6 Q7 Q8	PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PREVU
Cibles Année 2 - Produit 1: <ul style="list-style-type: none"> Les résultats des sondages Justice, paix et reconstruction diffusés La MONUSCO et les opérations reçoivent régulièrement des résultats des sondages « Protection et Sécurité » 	Activité 2 : Sondages trimestriels "Justice, Paix et Reconstruction"		UNDP (HHI)	Voir budget détaillé
	<ul style="list-style-type: none"> Mener 4 sondages trimestriels avec les universités locales Vérifier et consolider les sondages et les mécanismes d'analyse électroniques Approfondir les partenariats avec les centres des universités locales pour la formation et le renforcement de capacités en cours Fournir des analyses et sommaires trimestriels de chaque sondage mené, y compris les tendances et l'évaluation par rapport aux sondages précédents et l'enquête de référence Maintenir un rapportage en ligne et un outil de cartographie interactive 	■ ■ ■ ■		
	Activité 3 : Sondages Trimestriels Protection et Sécurité			
	<ul style="list-style-type: none"> Travailler avec la MONUSCO pour la conduite, la vérification et l'analyse des 4 sondages trimestriels Maintenir et appuyer le système de sondage électronique et mettre en place un mécanisme d'analyse Si nécessaire, conduire une formation additionnelle avec les nouveaux CLAs de la MONUSCO 	■ ■ ■ ■		
Produit 2:	Activité 4 : Renforcement de capacités			
Cibles Années 2 & 3: 30 chercheurs principaux sont formés sur des méthodes de recherche avancées 15 chercheurs formés sur la collecte de données électronique	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les centres des universités locales pour la formation et le renforcement des capacités de long terme Mener des formations spécialisées pour les chercheurs principaux sur les méthodes de recherche avancées Mener des formations spécialisées au profit des chercheurs principaux sur la collecte des données électronique Si nécessaire, mener une formation supplémentaire avec les nouveaux CLAs de la MONUSCO 	■ ■ ■ ■	UNDP (HHI)	Compris dans d'autres activités
		■ ■ ■ ■		
		■ ■ ■ ■	UNDP (HHI) / MONUSCO	
		■ ■ ■ ■		

Année 3 (Phases 2 et 3)

RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	TIMEFRAME Q9 10 11 12	PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PREVU																
<p>Cibles Année 3 - Produit 1:</p> <ul style="list-style-type: none"> Les résultats de référence sont publiés, élaborés avec les partenaires et largement diffusés Les résultats des sondages Justice, paix et reconstruction diffusés 	<p><i>Activité 1 : Enquêtes de référence de base</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Mener une enquête de référence représentant tous les territoires de l'Ituri, du Nord Kivu et du Sud Kivu Fournir une étude de référence détaillée Fournir un accès public large en ligne des résultats et données, y compris la cartographie interactive Elaborer les conclusions avec les partenaires et acteurs pertinents de l'Est du Congo 	<table border="1"> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> </table>																	UNDP (HHI)	Voir budget détaillé
<p><i>Activité 2 : Sondages trimestriels "Justice, Paix et Reconstruction"</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Mener 4 sondages trimestriels en collaboration avec les universités locales Vérifier et renforcer le sondage électronique et le mécanisme d'analyse Approfondir les partenariats avec des centres des universités locales au niveau de la formation continue et le renforcement des capacités Fournir une analyse et des sommaires trimestriels et les résumés de chaque sondage mené, y compris les tendances et l'évaluation par rapport aux sondages précédents, ainsi que l'étude de référence 	<table border="1"> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> </table>																	UNDP (HHI)		
<p><i>Activité 3 : Sondages Trimestriels Protection et Sécurité</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Travailler avec la MONUSCO pour la conduite, la vérification et l'analyse des 4 sondages trimestriels Maintenir et appuyer le système de sondage électronique et mettre en place un mécanisme d'analyse Si nécessaire, conduire une formation additionnelle avec les nouveaux CLAs de la MONUSCO Publier un rapport final conjoint contenant l'analyse des sondages menés 	<table border="1"> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> </table>																	UNDP (HHI) / MONUSCO		
<p>Produit 2: Les Capacités des institutions universitaires de l'Est de la RDC à mener des recherches et des sondages rapides par la collecte numérique de données dans les domaines de la sécurité, paix, justice et reconstruction sont améliorées et renforcées</p>	<p><i>Activité 4 : Renforcement de capacités</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcer les centres des universités locales par la formation et le renforcement des capacités à long terme Mener une formation spécialisée au profit des chercheurs principaux sur les méthodes de recherche avancées 	<table border="1"> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> </table>													UNDP (HHI)					
<p>Cibles Années 2 & 3:</p> <ul style="list-style-type: none"> 30 chercheurs principaux formés sur des méthodes de recherche avancées 15 chercheurs formés sur la collecte de données électronique 	<ul style="list-style-type: none"> Mener une formation spécialisée au profit des chercheurs principaux sur la collecte des données électronique 	<table border="1"> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> </table>													Compris dans d'autres activités					

VIII. ARRANGEMENTS DE GESTION

8.1. Stratégie de mise en œuvre et de gestion

Le projet « Collecte des données sur la Consolidation de la Paix et la Reconstruction en RDC » sera exécuté par le PNUD en tant qu'agence d'implémentation du projet, et qui en assurera la gestion administrative et financière sous la modalité « Implémentation Directe - DIM », sous la responsabilité de l'Unité Gouvernance selon les règles et procédures du PNUD. Ce projet rentre ainsi dans le cadre de la Composante Judiciaire et Sécuritaire. Le PNUD RDC sera entièrement responsable de la réalisation des objectifs immédiats ainsi que de l'administration des ressources financière et humaine. La gestion des fonds alloués sera réalisée conformément aux règles et procédures du PNUD, basée sur un plan de travail annuel et un budget détaillé.

Le PNUD mettra en œuvre ce projet sous la coordination globale de la contrepartie nationale (Ministère de la Justice et Droits Humains) pour garantir l'appropriation nationale des activités du Projet. Le PNUD exécutera ce projet en étroite collaboration avec la MONUSCO/Section des Affaires civiles qui sera notamment responsable de la mise en œuvre des Sondages « Protection et Sécurité ».

HHI, une organisation de consultance externe disposant de l'expertise requise au niveau de la technique et de la mise en œuvre a été sélectionnée pour mettre en œuvre la grande partie des activités prévues dans le cadre de ce projet.

Le projet fonctionnera suivant les mécanismes ci-dessous :

8.2. Comité de Suivi

Afin de fournir des directives stratégiques globales ainsi qu'un aperçu du Projet, un Comité de suivi sera établi pour superviser et assurer le suivi du présent projet. Ce comité aura comme premier rôle la supervision stratégique de la mise en œuvre du projet, ainsi que celle de l'approbation des plans de travail, le suivi régulier des performances et de la disposition budgétaire, le règlement de tout différend qui pourrait survenir, et la coordination entre les partenaires et les autres acteurs nationaux ou internationaux impliqués dans la mise en œuvre des projets.

Le Comité de suivi sera composé des représentants de chaque entité/organisation impliquée dans la mise en œuvre du projet (un représentant de la MONUSCO/Affaires Civiles, un représentant du PNUD, un représentant de HHI) ainsi que les partenaires nationaux/provinciaux. Le comité se réunira deux fois par an ou chaque fois que cela s'avère nécessaire.

8.3. Comité de projet

Le Comité de Projet sera composé par les partenaires de mise en œuvre se trouvant sur le terrain. Il aura pour tâches la planification du travail, la discussion sur l'élaboration des questionnaires et la diffusion des conclusions issues de l'analyse des données.

Ce comité de projet comprend des membres du PNUD, de la section des Affaires civiles de la MONUSCO, des universités partenaires, et de l'organisation de la consultance externe.

Le Comité de projet se réunira au début du projet et à intervalles réguliers pour établir les plans de travail dans les limites des responsabilités et attributions de ses membres. Il sera également chargé de superviser les révisions du projet sur une base annuelle et à d'autres points de décision définis tout au long du projet. Tous les rapports sur le projet devront être validés par le Comité de Projet avant leur finalisation afin de garantir un contrôle qualité final.

Le comité de projet aidera à définir le contenu des enquêtes et des sondages, leur application en coordination avec d'autres activités, et la diffusion des résultats. Afin d'assurer le lien avec le gouvernement, et la communauté internationale, y compris l'UNCT, les bailleurs de fond, et les ONGs (nationales et internationales), il interviendra également dans l'élaboration de stratégies des analyses et de diffusion des conclusions. De plus, le Comité agira en tant que mécanisme de coordination pour garantir l'harmonisation avec les autres interventions dans le domaine (possédant leurs propres structures de gouvernance respectives) et pour atteindre une complémentarité et une synergie maximales.

Le Comité pourra faire appel à d'autres partenaires pour participer à ses débats (représentants d'universités ou d'organisations de la société civile).

8.4. Rôles et responsabilités des partenaires

Le projet se réalisera en collaboration avec les partenaires ci-après suivant la répartition des tâches ci-dessous :

1. Le PNUD :

- Gérer la distribution des fonds et de la conclusion du contrat avec l'organisation de consultance externe ;
- Etablir le contact avec la partie nationale pour solliciter son soutien pour la conduite des enquêtes de référence et des sondages trimestriels, afin de faciliter les déplacements des équipes de recherche dans la région ;
- Fournir un soutien afin de faciliter les activités liées à l'enquête de référence et aux sondages trimestriels ;
- Contribuer à l'analyse et à l'interprétation des données ;
- Présenter les résultats et s'engager auprès des exécutants et des décideurs politiques.

2. La MONUSCO :

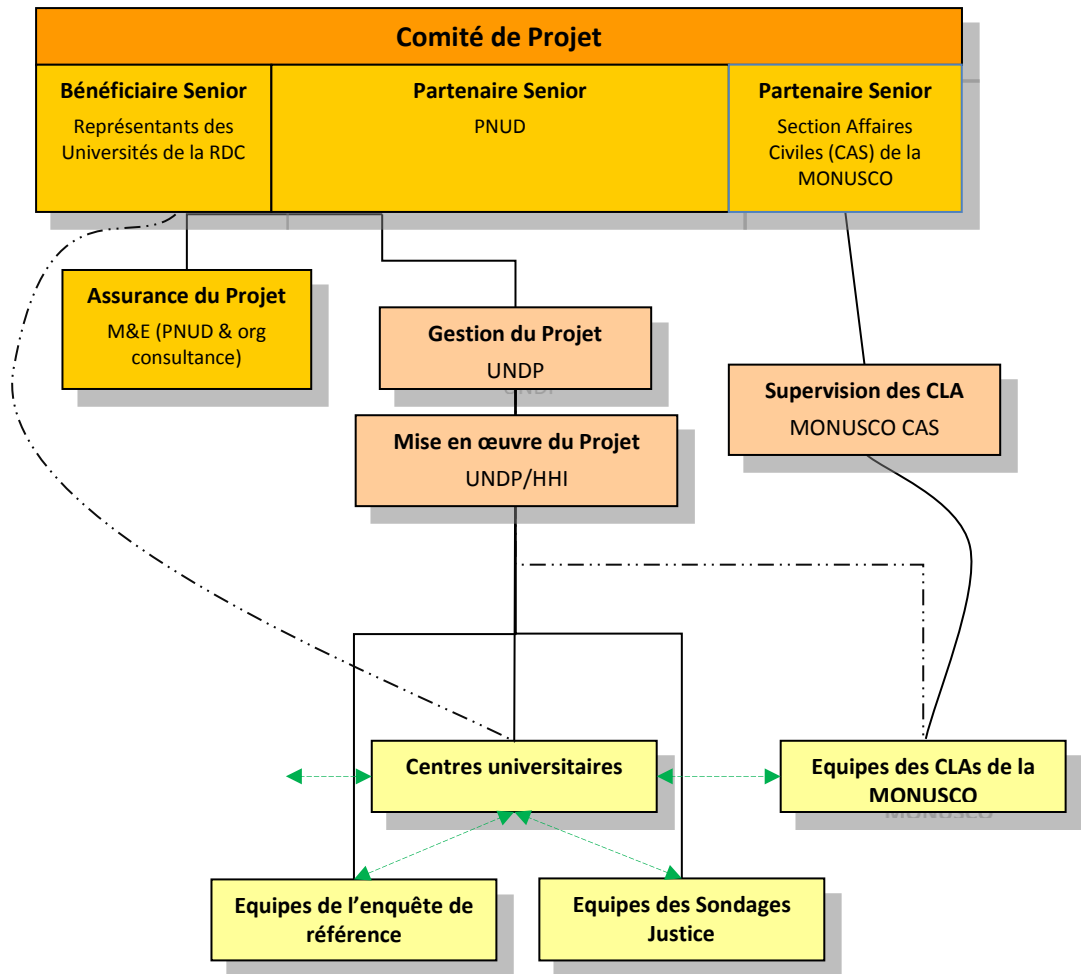
- Mettre en œuvre la collecte de données avec l'organisation de consultation externe ;
- Couvrir toutes les dépenses liées aux CLA et celles liées à leur supervision ;
- Contribuer à l'analyse et l'interprétation des données collectées par les CLAs et publier les rapports trimestriels avec l'organisation de consultance externe ;
- Présenter les résultats aux partenaires nationaux et internationaux intéressés et aux décideurs politiques.

3. L'HHI :

- Mettre en œuvre toutes les activités de son domaine et assurer tous les besoins opérationnels et juridiques nécessaires, y compris le recrutement/contractualisation du personnel encadrant requis, l'organisation du transport nécessaire pour les opérations sur le terrain pour les enquêtes de terrain ainsi que les sondages Justice ;
- Fournir une analyse trimestrielle des données collectées lors des sondages CLAs et préparer les rapports d'information trimestriels ;
- Préparer et publier les résultats de l'enquête de référence en fonction du calendrier indiqué dans le PTA ;
- Développer l'outil et le système de collecte de données en consultation avec les partenaires et les acteurs intéressés ;
- Former les enquêteurs et superviser la collecte de données ;
- Conduire l'analyse en collaboration avec les partenaires ;
- Produire et publier les rapports et les notes ;

- Développer et assurer la maintenance du site internet et des cartes ;
- Présenter les résultats et s'engager auprès des exécutants et des décideurs politiques

Structure de l'organisation du projet



IX. CADRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

Le suivi et l'évaluation des activités du projet se feront dans le cadre des règles et procédures du PNUD et seront assurés sur base des outils de gestion usuels à savoir le plan de travail annuel et trimestriel avec l'appui de la MONUSCO/Affaires Civiles et l'Organisation de consultance externe. Différents rapports (à mi-parcours, final voire ponctuel) sur l'état de réalisation des objectifs prévus dans les plans de travail seront rédigés, selon le cas. Ces rapports seront acheminés au Comité technique de suivi du projet, et aux bailleurs.

Le suivi initial sera assuré par le personnel de suivi et d'évaluation de l'organisation de consultance externe sous la supervision générale des enquêteurs principaux et du responsable de projet. Le suivi continu de toutes les activités sera assuré à travers l'enregistrement détaillé des actions entreprises par le partenaire respectif et des fichiers électroniques de tous les documents seront gardés dans une base de données centrale.

Durant la mise en œuvre du projet, le personnel M&E du PNUD collectera les données de façon régulière, afin de mesurer les avancements concernant chaque résultat, en fonction de critères de qualité et de méthodes recensées dans le tableau de Gestion de qualité ci-dessous. Le Responsable de projet et le personnel M&E de l'organisation consultation externe, en liaison avec MONUSCO CAS, produira des rapports de projet annuel à soumettre au comité de projet. Le rapport annuel sera présenté dans un format standard Atlas pour le contrôle périodique trimestriel, ainsi qu'un résumé des résultats atteints face aux objectifs annuels prédéfinis au niveau « Résultat ».

Pendant la 3^e année de la mise en œuvre du projet, une évaluation finale sera conduite. Sous la supervision du Comité de Projet, le personnel de l'organisation consultance externe et le Responsable de Projet du PNUD seront responsables de la gestion quotidienne de l'évaluation, avec l'assistance de l'unité M&E du bureau de pays. L'objectif principal de l'évaluation finale sera d'évaluer les résultats générés par le projet au regard de cinq critères : efficacité, pertinence, impact et durabilité.

L'évaluation finale, ainsi que la révision à mi-parcours devront être utilisées comme des outils pour le partage d'expérience et de savoir, avec les partenaires nationaux ainsi que les bureaux de pays du PNUD, les bailleurs et autres agences.

X. GESTION DE QUALITE POUR LES RESULTATS DES ACTIVITES DU PROJET

PRODUIT 1 : Des données fiables sont recueillies dans les domaines de la protection et de la justice, analysées et divulguées permettant le renforcement et l'amélioration des politiques et des programmes dans ces domaines		
Activité 1 (ID de l'activité Atlas)	<i>Enquête de référence de base (Phases 1 et 3)</i>	Date de début : 1/7/2013 Date de fin : 31/12/2016
Objectif	<i>Doter les projets et les acteurs dans le domaine de la sécurité, de l'état de droit, de la consolidation de la paix et de l'accès à la justice, y compris l'alerte rapide, de données et d'analyse sur la base de deux enquêtes de population de référence fiables</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier les besoins et les priorités avec le PNUD et toutes les parties prenantes pertinentes afin d'établir le questionnaire ▪ Conduire deux enquêtes de référence (en début et fin de projet) représentant tous les territoires en Ituri, Nord Kivu et Sud Kivu ▪ Produire le rapport détaillé de l'enquête de référence, en début et fin de projet respectivement ▪ Offrir un accès en ligne public et approfondi aux résultats et aux données, y compris une cartographie interactive pour les deux enquêtes de référence en début et fin de projet ▪ Elaborer les conclusions avec les partenaires et acteurs pertinents dans l'Est de la RDC pour les enquêtes de référence de début et fin de projet respectivement 	
Critères de qualité	Méthode de qualité	Date d'évaluation
Nombre de consultations avec les partenaires	Notes et enregistrements d'entretiens	31/7/2013 & 30/7/2015
Nombre de territoires couverts	Registre collecte de données	31/7/2013 & 30/4/2015
Nombre d'individus interviewés	Base de données finale	31/7/2013 & 30/7/2015
Connaissance accrue des attitudes et opinions sur la paix, la justice et la reconstruction	Citation des résultats de l'enquête dans des rapports, programmes, propositions...	31/3/2014 & 31/3/2014
Capacités de recherche locales encouragées	Nombre d'enquêteurs, de superviseurs et de coordonnateurs formes	31/7/2013 & 31/7/2015

Activité 2 (ID de l'activité Atlas)	<i>Sondages Justice, Paix et Reconstruction (Phase 2)</i>	Date de début: 1/1/2014 Date de fin : 31/7/2015
Objectif	<i>Doter les projets et les acteurs dans le domaine de la sécurité, de l'état de droit, de la consolidation de la paix et de l'accès à la justice, y compris l'alerte rapide, de données et d'analyse sur la base de sondages trimestriels Justice, Paix et Reconstruction</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier les besoins et les priorités avec le PNUD et toutes les parties prenantes pertinentes afin d'établir le questionnaire des sondages trimestriels ▪ Etablir des sondages électroniques et un mécanisme d'analyse; mettre en place l'échantillonnage et les opérations liées à l'étude ▪ Etablir des partenariats avec les centres des universités locales pour la formation et le renforcement des capacités à long terme ▪ Produire des analyses et des synthèses trimestrielles de chaque sondage conduit, y compris des tendances et de l'évaluation au regard des sondages précédents et de l'enquête de référence ▪ Etablir un outil de reporting en ligne approfondi, afin de permettre un accès public aux données détaillées et à l'analyse à tous les acteurs pertinents, y compris la cartographie de tous les indicateurs par territoire 	
Critères de qualité	Méthode de qualité	Date d'évaluation
Nombre de consultations avec les partenaires	Notes et enregistrements d'entretiens	31/7/2013 & 31/7/2014 & 31/7/2015
Nombre de territoires couverts	Registre collecte de données	31/7/2013 & 31/7/2014 & 31/7/2015
Nombre de sondages trimestriels conduits	Registre collecte de données	31/7/2013 & 31/7/2014 & 31/7/2015
Nombre d'individus interviewés	Base de données finale	31/7/2013 & 31/7/2014 & 31/7/2015
Connaissance accrue des attitudes et opinions sur la paix, la justice et la reconstruction	Citation des résultats de l'enquête dans des rapports, programmes, propositions...	31/7/2013 & 31/7/2014 & 31/7/2015
Capacités de recherche locales encouragées	Nombre d'enquêteurs, de superviseurs et de coordinateurs formés	31/7/2013 & 31/7/2014 & 31/7/2015

Activité 3 (ID de l'activité Atlas)	<i>Sondages Protection et Sécurité (MONUSCO) (Phase 2)</i>	Date de début : 1/8/2012 Date de fin: 31/1/2014
Objectif	<i>Renforcer les projets et les opérations de la MONUSCO par des données et des analyses approfondies en soutien au mandat de protection et de stabilisation de la MONUSCO, en particulier sur les perceptions de la paix et la reconstruction, ainsi que sur des questions portant sur l'orientation et les programmes de la mission, sur la base des sondages trimestriels Protection et Sécurité</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etablir une méthodologie exacte, l'échantillonnage et le questionnaire électronique avec MONUSCO CAS ▪ Conduire la formation avec les Assistants de Liaison Communautaire de la MONUSCO ▪ Etablir un système de sondage électronique et mettre en place un mécanisme d'analyse, incluant différents niveaux d'accès pour les données publiques et les données à accès restreint, ainsi qu'une option de validation des données pour MONUSCO CAS ▪ Conduire, vérifier et analyser 6 sondages trimestriels ▪ Publier un rapport conjoint final avec l'analyse de tous les sondages conduits 	
Critères de qualité	Méthode de qualité	Date d'évaluation
Nombre de consultations avec les partenaires	Notes et enregistrements d'entretiens	31/7/2013& 31/1/2014
Nombre de sondages trimestriels conduits	Registre collecte de données	31/7/2013& 31/1/2014
Nombre de territoires et groupements couverts	Registre collecte de données	31/7/2013& 31/1/2014
Nombre d'individus interviewés	Base de données finale	31/7/2013& 31/1/2014
Connaissance accrue des attitudes et opinions sur la paix, et la reconstruction	Citation des résultats de l'enquête dans des rapports, programmes, propositions...	31/7/2013& 31/1/2014
Capacités de recherche locales encouragées	Nombre de CLAs formés	31/7/2013& 31/1/2014

Produit 2 : Les Capacités des institutions universitaires de l'Est de la RDC à mener des recherches et des sondages rapides par la collecte numérique de données dans les domaines de la sécurité, paix, justice et reconstruction sont améliorées et renforcées		
Activité 4 (ID de l'activité Atlas)	<i>Renforcement de capacités</i>	Date de début: 1/8/2012 Date de fin: 31/7/2015
Objectif	<i>Les universités partenaires locales seront directement impliquées dans les activités proposées. Les chercheurs locaux recevront une formation spécialisée en soutien du projet, leur permettant de former, de collecter, d'analyser, de disséminer et d'utiliser les données pour informer les politiques et les programmes nationaux et évaluer les projets de développement et d'assistance humanitaire</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etablir des partenariats avec les centres des universités locales pour la formation et le renforcement des capacités sur le long terme ▪ Assurer une formation approfondie des enquêteurs et des superviseurs pour l'enquête de référence et les sondages ▪ Etablir des sondages et un mécanisme d'analyse électroniques; mettre en place l'échantillonnage et les opérations de l'étude ▪ Assurer la formation des Assistants de Liaison Communautaire de la MONUSCO ▪ Assurer une formation spécialisée pour les chercheurs seniors, sur les méthodes de recherche avancée ▪ Assurer une formation spécialisée pour les chercheurs seniors, sur la collecte de données électronique 	
Critères de qualité	Méthode de qualité	Date d'évaluation
Nombre d'universités avec lesquelles un partenariat est établi	Accords signés, rapports des exécutants	31/7/2013& 31/7/2014 & 31/7/2015
Nombre d'enquêteurs formés	Rapport de formation	31/7/2013& 31/7/2014 & 31/7/2015
Nombre de CLAs de la MONUSCO formés	Rapport de formation	31/7/2013 & 31/1/2014
Nombre de chercheurs seniors formés	Rapport de formation	31/7/2013& 31/7/2014 & 31/7/2015
Nombre d'institutions judiciaires et parajudiciaires visitées par an	Base de données du monitoring judiciaire	31/7/2013& 31/7/2014 & 31/7/2015
Couverture de toutes les institutions judiciaires pertinentes	Base de données du monitoring judiciaire	31/7/2013& 31/7/2014 & 31/7/2015

XI. CONTEXTE LEGAL

Ce document, ainsi que le CPAP signé par le gouvernement et le PNUD, qui est intégré ici à titre de référence, constituent ensemble le Document de projet comme stipulé dans l'Accord

d'Assistance de Base Standard (AABS) et toutes les dispositions du CPAP s'appliquent à ce document.

Conformément à l'Article III de l'Accord d'Assistance de Base Standard, la responsabilité de la sécurité du partenaire de mise en œuvre, de ses employés et de ses biens ainsi que des biens du PNUD en possession auprès du partenaire de mise en œuvre, repose sur ce dernier.

Le partenaire de mise en œuvre devra :

- a) mettre en place un plan de sécurité approprié et maintenir ce plan en tenant compte de la situation de sécurité dans le pays dans lequel le projet est mené à bien.
- b) assumer tous les risques et responsabilités liés à la mise en œuvre de la sécurité du partenaire et à la mise en œuvre complète du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan existe et de suggérer des modifications à apporter au plan si nécessaire. L'absence de mise en œuvre et de maintien d'un plan de sécurité approprié comme requis sera considérée comme un manquement au présent accord.

Le partenaire de mise en œuvre accepte de faire tous les efforts raisonnables pour garantir qu'aucun des fonds du PNUD reçus conformément au Document de projet n'est utilisé pour soutenir des individus ou entités associés au terrorisme et que les destinataires des sommes fournies par le PNUD n'apparaissent pas sur la liste établie par le Comité du Conseil de sécurité créé conformément à la résolution 1267 (1999). La liste est disponible sur <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>. Cette disposition doit être incluse dans tous les sous-contrats ou sous-accords conclus dans le cadre de ce Document de projet. »

ANNEX I. ANALYSE DE RISQUE

<i>Description</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Probabilité et Impact</i>	<i>Actions de gestion de risqué</i>	<i>Surveillance</i>
Regain de violence dans les zones d'intervention et/ou développement des activités des milices	Sécurité	Il y a un niveau de risque moyen d'escalade de la violence dans les zones du projet. Cela pourrait avoir un impact sur la mise en œuvre des activités dans certaines zones et/ou dans l'accomplissement des résultats attendus	Identification des zones d'intervention sur la base des évaluations sécuritaires/politiques périodiques. Dialogue actif et soutien aux autorités locales	PNUD, MONUSCO; Protection cluster
Manque de volonté et/ou de capacité des parties locales/nationales et/ou des bénéficiaires	Politique/Opérationnel	Faible risque d'échec pour l'obtention de l'engagement des parties locales	Partage immédiat et permanent du programme avec les parties nationales. Engagement des institutions locales et de la hiérarchie pertinente au niveau central dans le développement et la mise en œuvre du programme	PNUD, MONUSCO
Coordination inter agence		Faible risque de désintégration et d'inefficacité de la coordination inter agence	Rapport régulier au mécanisme de coordination. Participation régulière aux rencontres de coordination	PNUD, MONUSCO
Retards dans le recrutement du personnel qualifié pour le projet	Opérationnel	Faible risque de voir le recrutement du personnel national et international prendre plus de temps que prévu et retardant le projet	Le démarrage du projet doit reposer sur le personnel déjà présent de l'organisation consultante et les ressources sur le terrain. Les CLAs de la MONUSCO sont déjà prêts pour le déploiement.	PNUD
Retards dans le processus d'appel d'offre	Opérationnel	Faible risque de retards dans les processus d'appel d'offre	Utilisation de l'administration professionnelle de l'organisation consultante et d'un soutien de terrain expérimenté dans l'appel d'offre pour un déploiement rapide.	PNUD

<i>Goma UNV (MONUSCO)</i>	53,000	54,590	56,228						163,818	
<i>DSA for the CLA (MONUSCO)</i>	240,300	247,509	254,934						742,743	
<i>CLA transport (MONUSCO)</i>	106,800	110,004	113,304						330,108	
<i>CLA training (MONUSCO)</i>	40,050								40,050	
Phase 3: Population-based Endline Survey			344,363	344,363				344,363		
Principal Investigators / project managers			29,760	29,760				29,760		
International Travel to DRC			30,400	30,400				30,400		
Training (NK, SK, Ituri, Kinshasa)			23,061	23,061				23,061		
Research Coordinator			32,341	32,341				32,341		
Local Interviewers			82,620	82,620				82,620		
Travel in DRC			4,710	4,710				4,710		
Programmer			10,500	10,500				10,500		
Local Coordinators (NK, SK, Ituri, Kinshasa)			14,900	14,900				14,900		
Equipment (PDAs, solar chargers...)			14,400	14,400				14,400		
Data collection travel costs			77,871	77,871				77,871		
Communication			4,500	4,500				4,500		
Dissemination			19,300	19,300				19,300		
Project administration (without MONUSCO)	104,480	103,652	131,242	339,374		42,429	179,625	117,320	105,090	
<i>Project administration for Phase II (Yrs 1+2) - does not add to TOTAL</i>	<i>104,480</i>	<i>103,652</i>		<i>208,132</i>		<i>42,429</i>	<i>179,625</i>	<i>-13,922</i>	<i>69,020</i>	
<i>Project administration for Year 3 (Phases II&III) - does not add to TOTAL</i>			<i>131,242</i>	<i>131,242</i>				<i>131,242</i>	<i>36,071</i>	
Project manager Goma P-4 (UNDP) 15%	30,000	30,000	30,000	90,000			60,000			
Programme specialist Kinshasa NOC (UNDP) 3%	2,105	2,052	2,052	6,209			4,104			
Admin and support staff, operations overhead (consult org)	28,875	26,795	53,041	108,710		42,429	36,351			
Contribution to Common Charges, 3 provinces 15% (UNDP)	43,500	44,805	46,149	134,454			79,170			
<i>Supervision Kinshasa (MONUSCO)</i>	<i>17,000</i>	<i>17,510</i>	<i>18,035</i>						52,545	
<i>Supervision Goma (MONUSCO)</i>	<i>17,000</i>	<i>17,510</i>	<i>18,035</i>						52,545	
SUBTOTAL	897,571	582,602	965,139	2,445,311	181,752	656,494	172,667	463,352	971,047	1,545,627
UNDP bank charges (additional funding) (0.85%) *	12,192			12,192	*	*				*
<i>UNDP bank charges for Phase II (Yrs 1+2) (0.85%) on new funding</i>				<i>3,938</i>			<i>3,938</i>			
<i>UNDP bank charges for Year 3 (Phases II,III) (0.85%) on funding gap</i>				<i>8,254</i>				<i>8,254</i>		
SUBTOTAL				2,457,504	181,752	656,494	172,667	467,290	979,301	1,545,627
UNDP administrative fee (additional funding) (7%) *	101,261			101,261	*	*				*
<i>UNDP administrative fee for Phase II (Yrs 1+2) (7%) on new funding</i>				<i>32,710</i>			<i>32,710</i>			
<i>UNDP administrative fee for Yr 3 (Phases II+III) (7%) on funding gap</i>				<i>68,551</i>				<i>68,551</i>		
TOTAL		2,558,765		2,558,765	181,752	656,494	172,667	500,001	1,047,852	1,545,627
TOTAL %					7.10%	25.66%	6.75%	19.54%	40.95%	

Notes budgétaires

Tous les montants mentionnés dans le budget sont en dollars américains.

Sida

Dans le budget ci-dessus, « UNDP/Sida » fait référence à la réallocation du projet PNUD « Renforcer l'accès des femmes à la Justice : Sécuriser et renforcer les capacités des populations dans les Kivus et en Ituri », financé par l'Agence de développement et de coopération suédoise (Sida). La réallocation contribuera à la première enquête de référence de la Phase 1, activité 1 (181 752 USD).

CIDA

Dans le budget, ci-dessus, « UNDP/CIDA » fait référence aux composantes du projet multi-agences « Programme conjoint de lutte contre l'impunité, d'appui aux victimes de violences basées sur le genre, et d'autonomisation des femmes à l'Est de la République démocratique du Congo », financé par l'agence de développement internationale canadienne (CIDA). Ce budget inclut donc les activités de la Phase 2, d'un total de 656,494 USD.

HHI

Dans le budget, ci-dessus, « HHI/HU/Open Source/Google » fait référence aux contributions amenées au projet Phase 1 par HHI en guise de contributions de Humanity United et Open Source, ainsi qu'une contribution en nature de Google Androids For Good (total de 172,667 USD).

USAID

Dans le budget, ci-dessus, « USAID » fait référence au financement de USAID pour le projet « Collecte des données sur la Consolidation de la Paix et la Reconstruction en RDC ». Ce budget inclut donc les activités de la Phase 2, d'un total de 500,000 USD (y compris frais administratifs et bancaires pour le PNUD).

MONUSCO

Au travers du programme CLA existant au sein de la Section Affaires Civiles, la MONUSCO fournira une contribution estimative en nature de 1,440,537 USD pour couvrir les coûts relatifs aux salaires, à la formation, aux missions et à la supervision des CLAs.

Financement additionnel

Un financement additionnel est recherché pour couvrir les manques concernant la Phase 3 et une partie de Phase 2 (1 047 852 USD). Pour tout financement additionnel qui sera transféré et administré par le PNUD, des frais administratifs et bancaires de 8% et 0,85% respectivement s'appliqueront. Le budget ci-dessus inclut ces montants pour les financements qui restent à rechercher, cependant, les frais administratifs et bancaires réels varieront en fonction des montants du financement additionnel effectivement engagé.